



En action pour le logement

ÉDITO

Objectif territoire ! Alors que l'on peut craindre les effets d'une crise économique et sociale durable dans notre pays, conséquence de la pandémie, notre Groupe paritaire veut plus que jamais être pour les collectivités locales l'acteur majeur du logement abordable. Avant tout parce que nous partageons avec vous la conviction que c'est du terrain que naîtront les solutions. Forts de cette certitude, nous avons proposé dès le mois de février dernier un plan de reprise qui propose des financements nouveaux pour vous accompagner. Ils s'ajoutent aux dispositifs existants que vous connaissez et que vos collectivités mettent en place en partenariat avec nos filiales immobilières, notamment : Action Cœur de Ville, résidences jeunes actifs, résidences intergénérationnelles, plan massif de renouvellement urbain et de rénovation, transformation de bureaux en logements, diversification des statuts résidentiels... Toutes ces réponses, nous les avons construites grâce à vous qui entretenez avec les membres de nos Comités régionaux ou territoriaux des relations continues. Et c'est avec vous que nous voulons les mettre en œuvre, au service de votre territoire.

Bruno Arcadipane,
Président d'Action Logement Groupe

Philippe Lengrand,
Vice-président d'Action Logement Groupe

Action Logement dans votre région, c'est :



101,7 M€*
investis pour
la production
de logements sociaux
et intermédiaires



67 499
aides et services
attribués**



93,5 M€
d'aides*** auprès
des salariés des
entreprises



2515
logements
mis en chantier



3750
agréments obtenus

* y compris ONV et PIV, hors ANRU et ACV.

** PEEC, PEAE, PSEEC, y compris Visale et PIV.

*** PEEC, PEAE, PSEEC, hors Visale et hors ingénierie territoriale centralisée de 2,7 M€. Données Action Logement au 31.12.2020



Guy Durand
(MEDEF)
Président
du Comité régional
Action Logement



Alexia Cailloux
(CFE-CGC)
Vice-présidente
du Comité régional
Action Logement

MOBILISÉS POUR LA RELANCE

Des solutions logement pour les saisonniers

Le logement des travailleurs saisonniers sur le littoral méditerranéen est déterminant pour l'attractivité des stations balnéaires. Les employeurs ont trop souvent du mal à recruter, faute de logements à prix abordables à proximité des lieux de travail. Le groupe Action Logement se mobilise pour apporter des solutions facilitant le logement et donc le recrutement de saisonniers.

Les équipes de la Délégation régionale d'Action Logement Services travaillent activement en partenariat avec les Maisons du travail saisonnier et les acteurs locaux pour mobiliser des solutions déjà existantes :

- des logements vacants du littoral datant des années 70 à 90, moins attractifs pour l'accueil des touristes, mais mobilisables après rénovation ;
- des logements vacants anciens (avant 1948) situés dans les villes et villages de l'arrière-pays, en « rétro littoral » ;
- des logements sous-occupés par des propriétaires retraités, qui pourraient potentiellement être proposés en hébergement intergénérationnel, offrant un complément de revenus aux ménages propriétaires ;
- des patrimoines dédiés libres pendant les périodes estivales (logements étudiants, résidences Habitat jeunes, hébergements liés à des structures d'apprentissage et d'enseignement).

Les travailleurs saisonniers vont pouvoir bénéficier des premiers résultats concrets dès l'été 2021, avec notamment : la création des premiers binômes en cohabitation intergénérationnelle ; la signature de baux de location pour travailleurs saisonniers à Gruissan et à Narbonne, en partenariat avec des agences immobilières ; et la mise en location par **La Cité Jardins** d'une résidence de 61 logements meublés au Barcarès, début juillet.

En outre, avec le dispositif Louer Pour l'Emploi proposé par Action Logement, les travailleurs saisonniers bénéficient d'un accompagnement personnalisé qui facilite leur accès à un logement, grâce à la garantie VISALE élargie pour le propriétaire, à une prise en charge des frais d'agence, et à une avance sans frais du dépôt de garantie.



Ville de Gruissan

BELLEGARDE

Cadre de vie agréable au cœur d'un large bassin d'emploi



© 3F Occitanie

Dans le Gard, au cœur d'un bassin d'emploi large, qui couvre le triangle Nîmes, Arles, Avignon, **3F Occitanie** a livré, début février, un programme de 22 logements locatifs sociaux neufs à Bellegarde. Les villas en duplex bénéficient chacune d'une terrasse et d'un jardin privatif. Elles représentent l'intégralité d'un programme acquis en Vefa auprès d'Ametis, et qui présente un bon niveau de performance énergétique (RT2012 - 10 %, certification Promotelec Habitat Neuf, label Bâtiment Énergie Environnement BEE).

PIGNAN

Une nouvelle résidence pour seniors et personnes à mobilité réduite

Le 20 mai, **La Cité Jardins** a ouvert les portes de la résidence Baschi de Cayla, une résidence sociale destinée aux seniors et aux personnes à mobilité réduite. Elle compte 88 logements sociaux et propose des services de qualité tels que : Club-House de 88 m², terrasses et jardins partagés. Idéalement située à Pignan, commune au cœur d'une garrigue et à seulement 10 kilomètres du centre-ville de Montpellier, les résidents bénéficient de la proximité de commerces et d'associations culturelles.

LÉGUEVIN

Livraisons de villas en première couronne toulousaine



© In'li Sud-Ouest

Le 25 mars, **in'li Sud-Ouest** livrait la résidence Le Clos D'Engel, à proximité de toutes les commodités : transports, commerces, écoles, médecins... Les 9 logements intermédiaires individuels conventionnés en LLI, du T3 au T5, ont été réalisés conformément aux standards d'in'li Sud-Ouest (cuisine équipée, peinture lisse, volets roulants électriques, carrelage 45x45, etc.)

SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Attractivité et dynamique économique

En partenariat avec les collectivités locales, au sud-est de Toulouse, **Promologis** co-aménage avec CA IMMOBILIER et PROMOMIDI un site de 4 hectares afin d'y proposer des logements abordables et de qualité en location sociale et en accession à la propriété, des lots à bâtir, ainsi que des équipements et locaux d'activités ou des services de proximité. En 2022, plus de 200 logements seront réalisés ainsi qu'un espace de bureaux partagés et une nouvelle caserne de gendarmerie avec 29 logements de fonction.



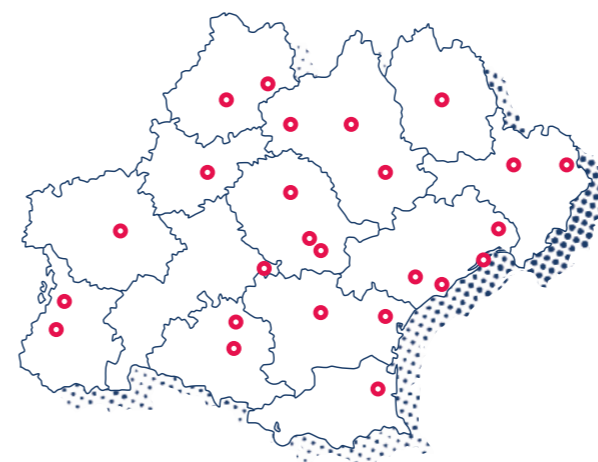
LA PAROLE À

Didier Codorniou, Maire de Gruissan, Vice-président de la région Occitanie, 1^{er} Vice-président en charge de l'Économie maritime, du littoral et des aéroports.

« La Ville et Action Logement mobilisés pour le logement des saisonniers »

Le logement des travailleurs saisonniers est un sujet stratégique pour l'attractivité de Gruissan. Chaque année, des dizaines de postes restent non pourvus faute de logements à prix abordables à proximité des lieux de travail. Les métiers de l'hôtellerie/restauration sont parmi les plus impactés, les candidats privilégiant parfois un poste dans une autre station balnéaire en raison de la capacité de logement. Aussi, avec les élus municipaux et l'office de Tourisme, nous nous sommes inscrits dans le programme de mobilisation de solutions « déjà là » du groupe Action Logement. Notre coopération consiste à sourcer les solutions logement existantes et non mobilisées, puis de les remettre sur le marché grâce aux outils et à l'ingénierie d'Action Logement. Ces actions sont menées en priorité sur le parc touristique déclassé peu ou pas occupé, ainsi que sur la cohabitation intergénérationnelle. Les premiers résultats sont déjà là, mais doivent être amplifiés pour avoir un impact significatif sur le marché.

Action Cœur de Ville en région Occitanie, c'est :



55 M€

de financement :

- 30 opérations engagées pour une offre de 397 logements.
- 56 opérations à venir représentant une offre d'environ 502 logements pour un montant de 31 M€.

82%

d'opérations en acquisition - amélioration - réhabilitation

7%

en démolition - reconstruction

11%

de constructions neuves.

23

territoires concernés par le programme : Agde, Albi, Alès, Auch, Bagnols-sur-Cèze, Béziers, Cahors, Carcassonne, Castres + Mazamet, Figeac, Foix, Lourdes + Tarbes, Lunel, Mende, Millau, Montauban, Narbonne, Pamiers, Perpignan, Revel, Rodez, Sète, Villefranche-de-Rouergue.

Action Logement mobilisé pour la reprise

Parce que le logement est un levier essentiel à la reprise économique et un secteur d'activité central, réparti sur tout le territoire et déterminant pour l'emploi. Parce que, au nom de l'utilité sociale qui est sa raison d'être, Action Logement a la conviction qu'un accompagnement social fort auprès des salariés fragilisés par la crise est indispensable. Le Groupe apporte des solutions aux conséquences sociales et économiques de la crise de la Covid.

En 2020, il a élaboré des réponses d'urgence face à la crise : en soutenant le secteur de la construction pour la reprise des chantiers, en accompagnant les salariés les plus fragilisés avec des aides exceptionnelles, en maintenant ses activités de services et de délivrance d'aides financières, en renforçant le lien avec les locataires, et en proposant au personnel des EHPAD plus de 600 logements vacants.

Et ce, tout en poursuivant sa mobilisation pour être au rendez-vous de ses engagements : les objectifs de production (construction et financement) ont été atteints voire dépassés, notamment pour le logement intermédiaire et dans les territoires ultramarins. Tout comme pour l'accompagnement des salariés, les opérations de revitalisation des villes moyennes et de lutte contre l'habitat indigne.

En 2021, il intensifie son action au service de la reprise, en redéployant ses moyens pour apporter des réponses efficaces aux priorités nouvelles.

- Pour favoriser l'accession à la propriété des salariés aux revenus modestes: une aide de 10 000 euros aux primo-accédants.
- Pour prévenir les impayés de loyer ou de prêt: une aide jusqu'à 300 euros en cas de chômage partiel et jusqu'à 900 euros en cas de perte d'emploi.
- Pour renforcer l'aide aux salariés en difficulté: 60 millions d'euros supplémentaires en deux ans.
- Pour faciliter la mobilité: une aide forfaitaire de 1000 euros, étendue à tous les moins de 25 ans (offre close).
- Pour favoriser l'accès au logement locatif: une extension de Visale aux actifs de plus de 30 ans ayant des revenus inférieurs à 1500 euros nets par mois.
- Pour amplifier la rénovation urbaine: 1,4 milliard d'euros supplémentaires sur la durée du NPNRU* afin d'accélérer les projets en cours et favoriser la mixité sociale.

* Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

ACTION LOGEMENT AU SERVICE DE VOTRE COMMUNE, C'EST :

Construire avec vous les projets concernant l'habitat :

- ◆ **Accompagner le parcours logement des salariés pour contribuer au développement économique de votre territoire ;**
- ◆ **Financer, construire et réhabiliter des logements abordables de qualité, économes en énergie, au service la mixité sociale ;**
- ◆ **Agir pour le cadre de vie, le renouvellement urbain et la revitalisation des villes moyennes, lutter contre l'habitat indigne ou insalubre et la vacance excessive.**

Et pour soutenir l'objectif de 250 000 logements sociaux porté par l'État en 2021-2022, Action Logement mobilise 1,17 milliard d'euros supplémentaires pour amplifier la production. Soit un total de 7,4 milliards.